

Stages niveau master de 5 à 6 mois à la section des études, de la prospective et de la coopération du Conseil d'État

 Paris 1 ^{er} - 1 place du Palais Royal	 Stage	 Temps plein
 Durée : 5 à 6 mois	 Niveau : master	 Janvier / Février 2026

Vous êtes actuellement étudiant et étudiante en **master 1 ou 2 d'IEP** (4^{ème} ou 5^{ème} année) ou en **master 2 de droit public**, ou élève d'un **centre régional de formation professionnelle des avocats**.

Vous faites preuve de rigueur et possédez un esprit d'analyse et des compétences rédactionnelles...

Faites un stage de 5 ou 6 mois au Conseil d'État, à la section des études, de la prospective et de la coopération.

// Rejoignez-nous !

/ Missions



Sous la responsabilité du rapporteur général et de la secrétaire de la section, vous participerez à l'une des quatre missions de la section des études, de la prospective et de la coopération :

- **« Étude annuelle »** : chaque année, le Conseil d'État produit à l'intention des pouvoirs publics, une étude annuelle sur des thèmes d'intérêt général (par exemple : la souveraineté, le dernier kilomètre des politiques publiques, les réseaux sociaux...). Vous participerez à la préparation de cette étude :
 - recherches documentaires, rédaction de notes de lecture, élaboration de questionnaires,
 - contribution à l'élaboration du plan détaillé et à la rédaction,
 - identification de personnes à auditionner, préparation et participation aux auditions,
 - préparation des déplacements et participation à ces derniers,
 - préparation et contribution à l'organisation des conférences du cycle annuel...
- **Délégation au droit européen** : elle assure des recherches sur le droit de l'Union européenne ou du Conseil de l'Europe. Vous participerez ainsi à l'élaboration :
 - des recherches documentaires et juridiques et à la rédaction de notes juridiques à destination des membres du Conseil d'Etat,
 - de la veille juridique, et notamment la préparation d'un bulletin mensuel d'actualité juridique (jurisprudentielle et législative) à destination de l'ensemble des membres de la juridiction administrative, et de webinaires européens (trois sur le semestre) à destination des magistrats administratifs,
 - des travaux de recherche et d'expertise préparatoires aux missions de coopération, aux rapports, études et colloques de l'institution en matière européenne.
- **Délégation aux relations internationales** : elle anime et coordonne la coopération internationale du Conseil d'État : relations avec les institutions européennes, animation des réseaux européen et international des cours administratives suprêmes, mise en place d'actions de coopération et préparation de missions d'expertise et de formation. Vous participez pleinement à la vie de cette délégation :
 - constitution des dossiers documentaires pour le vice-président et la présidente de la SEPCO, lors de l'accueil de délégations étrangères au Conseil d'État ou des visites effectuées à l'étranger,
 - rédaction de courtes notes de synthèse,
 - participation à l'accueil et à l'accompagnement de magistrats et de délégations étrangères en visite d'étude Conseil d'État,
 - contribution aux travaux de traduction du service.
- **Délégation à l'exécution des décisions de justice** : la section veille à l'exécution des décisions de justice du Conseil d'État par les administrations. Dans ce cadre, vous aurez pour missions :
 - rédaction des notes d'analyse juridique,
 - recherches documentaires dans le cadre des dossiers d'exécution des décisions rendues par le Conseil d'État et les juridictions spécialisées.Vous participez aux séances de la délégation.

/ Profils recherchés.....



- Étudiantes et étudiants en master 1 ou 2 d'IEP (4^{ème} ou 5^{ème} année), ou en master 2 de droit public ou de contentieux public.
- Élève d'un centre régional de formation professionnelle des avocats.
- Esprit de synthèse, qualités rédactionnelles, rigueur.

/ Modalités



Durée : 5 à 6 mois.

Élèves avocats et avocates : début janvier 2026 - fin juin 2026.

Étudiants niveau master : début janvier ou début février 2025 - fin juin ou mi-juillet 2026.

Les stages sont impérativement à temps plein (35h par semaine), sauf aménagements ponctuels pour études ou examens. Ils peuvent s'inscrire dans le cadre de **stages obligatoires ou facultatifs.**

Une formation est organisée à votre arrivée pour vous présenter l'organisation de votre service d'accueil, son fonctionnement et ses outils de travail.

Conformément aux dispositions de l'article L. 124-1 du code de l'éducation, **le stage fait l'objet d'une convention assortie d'une gratification selon la législation en vigueur, d'une prise en charge de l'abonnement aux transports publics à hauteur de 75 % et d'une restauration collective avec repas subventionnés.**

/ Candidatures et procédures de sélection



- **Jusqu'au mercredi 10 septembre 2025 inclus,** candidature(s) à envoyer par voie électronique à stages-aidedecision@conseil-etat.fr accompagnée(s) :

- D'une lettre de motivation : **si vous postulez à plusieurs offres de stage niveau master, vous devez faire plusieurs lettres de motivation, soit une lettre spécifique pour chaque type d'offre (à la section du contentieux / dans une section consultative / à la section des études / au Centre de recherches et de diffusion juridiques).**

- D'un curriculum vitae détaillé.

- Du relevé des notes obtenues à votre dernier diplôme ou examen de droit public.

- **Mi-septembre** : un comité établit la liste des candidats présélectionnés sur dossier pour un entretien.

- **Début à fin octobre** : entretien et réponse de principe à la candidature.

Toutes les informations utiles seront disponibles sur le site internet du Conseil d'État, rubrique « [Nous rejoindre > Les stages](#) ».

Pour obtenir des renseignements : stages-aidedecision@conseil-etat.fr

// Qui sommes-nous ?

Le Conseil d'État garantit au quotidien que l'administration respecte le droit et les libertés fondamentales des citoyens. Il juge les conflits qui opposent les citoyens, les entreprises et associations à l'administration. Il est aussi le conseiller juridique du Gouvernement et du Parlement : il fait des propositions pour que les futures lois et réglementations soient conformes au droit et applicables dans la vie quotidienne.

Près de 800 personnes travaillent au Conseil d'État pour faciliter l'accès de tous et toutes à la justice.

Toutes les infos sur www.conseil-etat.fr

Chaque semestre, le Conseil d'État recrute une cinquantaine de stagiaires de niveau master, venant d'horizons variés, afin de participer aux travaux de l'institution.

Faire son stage de master au Conseil d'État, c'est voir de près le travail de ses membres et de ses services, faire l'expérience de l'exigence et de la rigueur, participer à l'élaboration de la jurisprudence contentieuse et des textes normatifs, ou encore à celle de l'étude annuelle.

// Informations complémentaires

Important : le Conseil d'Etat met en œuvre un plan de lutte contre les discriminations et pour la promotion de la diversité. Si vous vous estimez victime d'une discrimination dans le cadre du processus de recrutement, vous avez la possibilité d'adresser un message à la boîte fonctionnelle suivante : allodiscrim@orange.fr

Les critères de discrimination sont énumérés à l'article 1er de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008.

// Contacts

stages-aidedecision@conseil-etat.fr